

## Des individus dans la ville : les transitions résidentielles à Bogota

*Daniel Delaunay, Françoise Dureau \**

Depuis deux décennies, l'analyse quantitative de la mobilité résidentielle intra-urbaine privilégie la dimension temporelle, laissant en suspens la question ancienne du choix du lieu, de la destination du changement de résidence [Simmons, 1968]. Une des raisons de cette prédominance du temps sur la localisation pourrait se trouver dans le fait que les progrès les plus substantiels de la recherche sur la mobilité sont à mettre au crédit de l'analyse statistique biographique [Brun, 1993] : elle repose précisément sur l'emploi des modèles de durée [Courgeau, Lelièvre, 1989]. C'est ainsi que se sont trouvés privilégiés les facteurs ou variables associés aux trajectoires biographiques : étapes de cycle de vie, carrière professionnelle ou histoire familiale. Cause ou conséquence de cet oubli, la plupart des analystes français ont longtemps partagé la conviction que la localisation importait peu dans le choix résidentiel urbain [Brun, 1990]. L'espace compterait moins, conformément à ce qui est communément admis [Bonvalet, Fribourg, 1990], que les caractéristiques attendues du logement, son statut d'occupation, voire la proximité de parents. Pourtant, des travaux plus récents, basés sur une vingtaine de métropoles du Sud et du Nord, suggèrent que « la localisation est bien une variable essentielle des stratégies résidentielles, traduisant les différentes échelles des pratiques spatiales des citadins, dont on ne saurait réduire le rôle à celui de relais des autres attributs du logement » [Bonvalet, Dureau, 2000]. Cet argument sera développé à propos de la ville de Bogota, dont les mobilités résidentielles ont fait l'objet d'une enquête biographique en 1993<sup>1</sup>.

Bien sûr, le désir de changer de lieu de résidence n'est qu'un élément parmi d'autres des choix résidentiels, une des composantes de la mobilité. Vouloir un autre logement pour répondre aux besoins d'une famille qui s'agrandit, accéder à la propriété ou revenir à la location, peuvent être aussi à l'origine d'un changement résidentiel. S'éloigner d'un ménage hôte (celui des parents pour les enfants, par exemple) ou au contraire revenir chez des familiers composent d'autres occasions

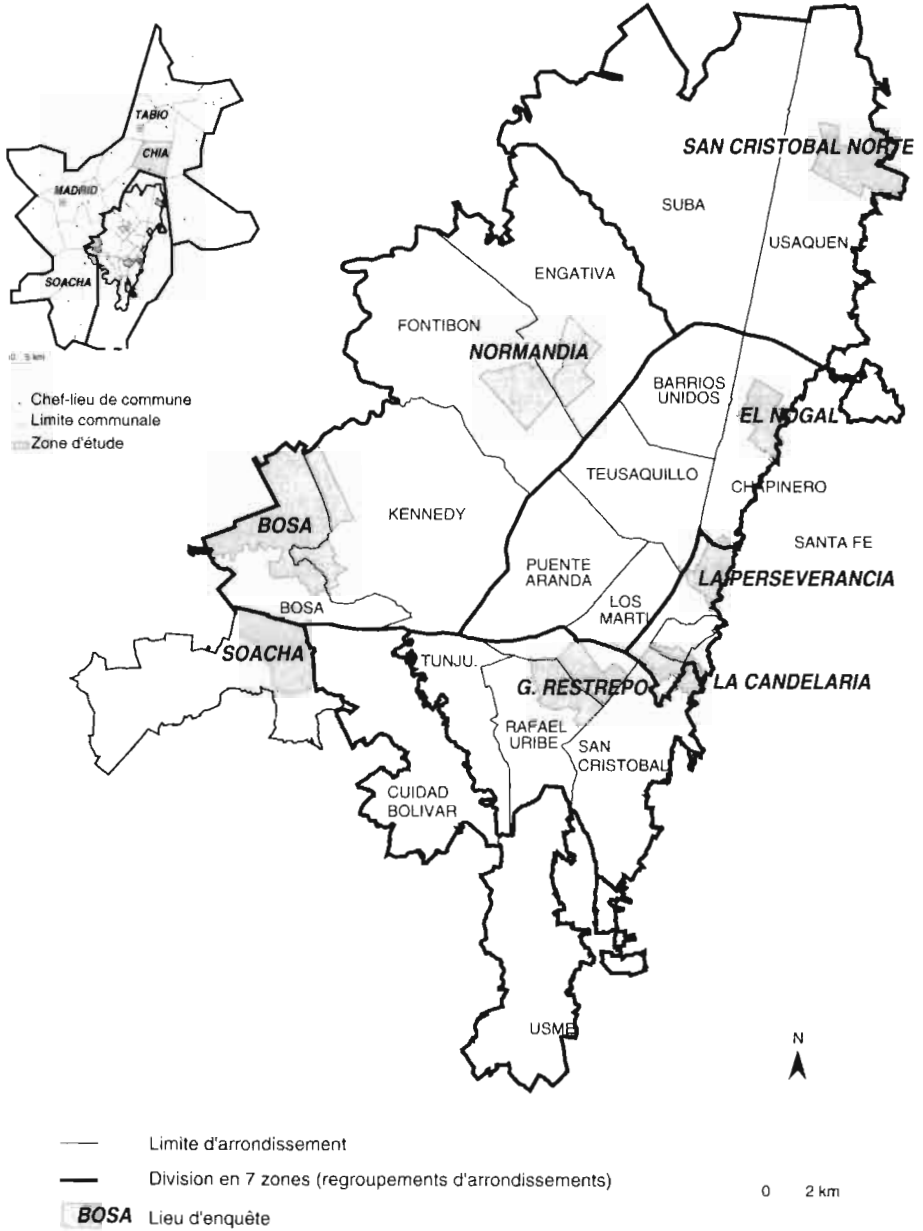
---

\* Respectivement démo-économiste et géographe-démographe, directeurs de recherche IRD, UR « Mobilités et recompositions urbaines », centre IRD d'Île-de-France.

<sup>1</sup> Cette enquête s'inscrivait dans le cadre d'un programme de recherche mené par une équipe franco-colombienne co-dirigée par F. Dureau (Orstom) et C.E. Florez (Cede), dans le cadre d'un accord de coopération scientifique entre l'Institut de recherche pour le développement et le Centro de Estudios sobre Desarrollo Económico de l'Université des Andes.

Figure 1 – Divisions administratives et lieux d'enquête

Les lieux d'enquête dans l'aire métropolitaine



de déménagement. Et puisque plusieurs motivations sont susceptibles d'être associées dans un seul déplacement, il devient difficile d'isoler statistiquement l'importance propre du choix du lieu dans la ville. La première difficulté est bien méthodologique, car il s'agit d'inscrire dans l'espace l'analyse de trois ensembles de biographies. La section suivante propose une révision statistique élémentaire des caractéristiques individuelles qui changent la mobilité résidentielle. Elle s'appuie sur trois biographies : celui du changement de logement, celui du changement du statut d'occupation et enfin celui de l'autonomie de l'individu interrogé en matière de logement, elle-même définie par sa relation avec le chef de ménage. La notion de séjour résidentiel considère en effet l'hébergement comme une modalité à part entière, aux côtés de la propriété et de la location.

Ce premier pas dans la décomposition de la mobilité et dans l'analyse des durées de séjour résidentiel débouche, dans un second temps, sur l'examen en propre de la géographie des déménagements. On distingue ceux qui se déroulent dans la proximité et ceux réalisés hors du quartier. L'analyse repose sur un découpage spatial de la ville en trois niveaux emboîtés : le plus fin est celui du secteur de recensement (plus de 600 au recensement de 1993) ; les 19 arrondissements de Bogota ont été ensuite regroupés en sept grandes zones, selon leur position centrale/périphérique et septentrionale/méridionale. Les logiques de localisation des individus dans la ville sont reconstituées à l'aide de cartes déduites des itinéraires biographiques et de la composition dynamique de Bogota. C'est donc la confrontation des histoires individuelles et de celle de la ville qui retiendra l'attention.

## Les composantes et le traitement spatio-temporel de la mobilité résidentielle

L'objet de l'analyse statistique est donc la mobilité résidentielle. Elle est mesurée par la durée du séjour ou la probabilité d'un déménagement (selon les deux principales formulations des modèles de durée). Les biographies qui la décrivent sont issues d'une enquête par sondage réalisée en 1993 auprès de 1031 ménages dans onze lieux d'enquête : sept situés au sein du district de Bogota et quatre localisés dans les communes de la périphérie métropolitaine<sup>2</sup> (*figure 1*). L'échantillon n'est pas représentatif de toute la population de la ville, moins encore de tous les espaces habités [Dureau, Florez, 1999]. Néanmoins, ces lieux d'enquête représentent chacun au mieux un type de peuplement de la zone métropolitaine<sup>3</sup>. Dans chaque ménage de l'échantillon, la trajectoire d'un individu adulte de plus de 18 ans a été retracée. Tous les traitements statistiques – c'est le cas pour les modèles de Cox utilisés – utilisent les pondérations déduites du plan de sondage.

---

2 Le territoire colombien est composé de 32 départements divisés en *municipios* (communes), et du district capital de Bogota. La capitale a en effet un statut juridico-administratif particulier ; son district est constitué de 19 arrondissements urbains et de la zone rurale du Sumapaz. L'aire métropolitaine de Bogota n'a pas de reconnaissance légale. Pour cette étude, nous avons ajouté au district de Bogota 17 communes voisines, composant la « périphérie métropolitaine ».

3 Sans entrer dans une description de chacun de ces types, rappelons plutôt les principaux éléments de leur différenciation : la position dans la ville, la composition sociale de la population, la forme de production des logements et la dynamique démographique et spatiale en cours.

Un point délicat de méthode était de distinguer les quatre composantes retenues de la mobilité, alors que plusieurs sont susceptibles de justifier un même déménagement. En effet, un individu qui souhaite changer de quartier sera amené en même temps à changer de logement, peut-être de statut d'occupation. Or, pour isoler les quatre dimensions de la mobilité, nous ne disposons que de trois biographies indépendantes. Tout d'abord, le calendrier des changements de logement, avec la notification du lieu dans la ville. Rappelons que les déménagements de proximité, effectués au sein du quartier, ont été isolés, cela afin de distinguer le choix du lieu du choix de logement. La deuxième biographie retrace les modifications du statut d'occupation du domicile. Elles coïncident souvent avec les changements de logement et de lieu, mais pas nécessairement puisqu'un locataire peut devenir propriétaire de son logement sans le quitter. De même, la majorité des déménagements s'effectue à statut d'occupation inchangé. Enfin, la dernière composante utilisée concerne la relation de la personne enquêtée avec le chef de ménage qui l'accueille. Ainsi se dégagent des situations d'indépendance résidentielle ou, au contraire, un statut d'hébergement.

Ces trois biographies sont donc combinées pour définir une succession de séjours résidentiels. Si un occupant acquiert en propriété le logement qu'il habitait en tant que locataire, l'analyse considère qu'il débute ainsi un nouveau séjour puisqu'un des états a changé. Il en est de même d'un enfant qui décide de rester chez ses parents après 25 ans, même s'il est marié.

La prise en compte de l'autonomie résidentielle de l'individu (troisième biographie) est rendue possible et nécessaire par deux caractéristiques de l'enquête. Parce que celle-ci relève le cursus résidentiel des habitants de Bogota depuis leur naissance, se pose la question du moment de la décohabitation, date à laquelle les individus choisissent, en toute indépendance, leur logement, sa localisation et son statut d'occupation. Et parce que les biographies sont individuelles (un individu choisi par un système de quotas dans le ménage<sup>4</sup>), se rencontrent des situations singulières : des membres de la famille nucléaire sont en situation de cohabitation « naturelle », mais pas des domestiques ou des parents et amis qui peuvent choisir, eux en toute autonomie, ce mode de résidence. Dans les traitements statistiques proposés, cet hébergement considéré indépendant est déduit de la biographie des relations de parenté de l'individu avec le chef de ménage, selon deux critères : l'âge (être adulte) et la position familiale dans l'unité résidentielle (ne pas appartenir à la famille nucléaire). Sont considérés comme autonomes tous les chefs de ménage et leurs conjoints, à partir de 15 ans, du fait même de constituer une famille nucléaire. Pour les ascendants et collatéraux du chef de ménage, oncles et tantes, ainsi que les personnes non apparentées (notamment les employés domestiques), on suppose que l'autonomie résidentielle est acquise dès l'âge de 20 ans. Leur condition parentale fonde ici la présomption d'indépendance. Pour la même raison, *a contrario*, cette limite est repoussée à 25 ans pour les enfants, petits-enfants, neveux et nièces... qui restent dans le logement de leurs

---

4 Quand l'enquête biographique s'adresse au chef de ménage, elle n'est pas à proprement parler individuelle et certaines situations, notamment de dépendance résidentielle, ne seront pas saisies.

parents. Pour ceux-ci, on considère que ne pas partir est un choix de résidence : une nouvelle étape résidentielle commence alors à cet âge, mais sous le statut d'hébergé. Dans les faits, passé 25 ans, tout le monde est considéré comme autonome<sup>5</sup> et défini par l'un des trois statuts : résider dans un logement occupé à titre a) de propriétaire, b) de locataire, sous-locataire, occupant de fait ou usufruitier, ou bien, c) être hébergé mais en situation autonome. Ce qui peut passer pour un raffinement de mesure repose sur des bases très réalistes dans les situations, fréquentes en Colombie, où l'hébergement auprès de familiers est une réponse aux difficultés, soit individuelles (rupture familiale, perte d'emploi) soit structurelles (insécurité ou crise économique).

Modéliser la dimension spatiale des biographies individuelles, en plus de leur dimension temporelle, ouvre donc plusieurs perspectives : une analyse contextuelle multiniveaux et le questionnement, par une cartographie agrégée des itinéraires individuels, de l'espace parcouru et de sa composition [Delaunay, 2001].

### **Une mobilité résidentielle étonnamment indépendante des caractères individuels**

Quand la totalité de la trajectoire biographique est suivie, deux types de traits individuels sont susceptibles d'être discriminants de la mobilité résidentielle. Ceux qui, changeant au cours de la vie, d'un état résidentiel à l'autre, expliquent la variation des durées de séjour : il s'agit de l'âge associé au cycle de vie, la succession des situations matrimoniales ou professionnelles, la taille de la famille ; ceux-ci seront d'abord envisagés. D'autres caractères individuels, comme le sexe ou la génération, sont au contraire stables et se répètent à l'identique à chacune des étapes résidentielles. Leur influence participe d'un effet contextuel de l'individu à l'égard des événements qui composent sa vie.

Ces deux ensembles d'effets ont été testés, par l'application du modèle de Cox (à risques proportionnels) considérant la variance des paramètres, aux séjours résidentiels reconstruits à partir de la combinaison des trois calendriers biographiques annoncés<sup>6</sup>.

#### *La différenciation des séjours résidentiels*

Dans le cursus résidentiel de la personne, la succession des déménagements se présente dans un ordre qui indique si les séjours tendent à s'allonger ou non. Un effet positif du rang sur les durées suggère la sédentarisation des individus satisfaits de leurs conditions de logement. En réalité, on ne retrouve dans les rangs élevés que les individus très mobiles. C'est ce dernier phénomène qui l'emporte dans l'estimation statistique qui, au demeurant, n'est pas significative.

5 Mais cette autonomie a pu être acquise avant, conformément à ce qui est dit. Ces repères sembleront peut-être arbitraires ; ils cherchent seulement à lever la difficulté, récurrente dans les études biographiques, de fixer le début de la carrière résidentielle [Antoine *et alii*, 1999 : 50]. Il convenait de fixer les moments charnières des cursus résidentiels, notamment la décohabitation et l'hébergement [Bonalet, Lelièvre, 2000].

6 Seules les valeurs les plus significatives des différents modèles sont retenues dans le cadre de cet article.

L'âge au moment du séjour résidentiel est une variable moins simple à interpréter qu'il n'y paraît. D'une part, elle traduit une position dans le cycle de vie, professionnel ou matrimonial, au calendrier et à l'impact complexes. D'autre part, il faut rappeler que la structure par âge de l'échantillon est déformée par l'entrée des individus en situation d'autonomie résidentielle vers 20-25 ans (selon leur lien avec le chef de ménage). Ces raisons ont fait préférer la durée dans le cursus résidentiel, plutôt que l'âge, pour expliquer la variation des durées de séjour. Les années sont décomptées à partir du début de la première étape : un compteur du cycle résidentiel en quelque sorte. Cette ancienneté infléchit la mobilité à la baisse, de 3 à 4 % par an<sup>7</sup>. Au-delà de quinze années de cursus, le risque d'un changement résidentiel a diminué de plus de moitié, confirmant un phénomène de sédentarisation. On imagine que celle-ci est renforcée par l'accession à la propriété; pour les propriétaires, de fait, la probabilité d'un changement résidentiel est réduite d'environ un tiers tous les cinq ans, alors que la réduction n'est que de 24 % pour les locataires à partir d'une quinzaine d'années. Pour les hébergés, enfin, la tendance à la baisse de la mobilité est modérée et surtout instable; la remontée observée en fin de période pourrait correspondre à l'accueil de personnes devenues seules ou âgées.

Rappelons que l'enquête s'adresse à un individu sélectionné par quota dans chaque ménage de l'échantillon. Celui-ci représente donc un large éventail des positions au sein du groupe domestique, et donc des stratégies individuelles de résidence<sup>8</sup>. Ne pas être chef de ménage se traduit par un risque supplémentaire d'instabilité résidentielle. Pour le conjoint, ce risque augmente de 30 % du fait de l'instabilité conjugale. Les enfants et assimilés qui n'ont pas quitté le domicile parental à 25 ans multiplient par 1,7 la probabilité d'interrompre leur hébergement. Leur mobilité résidentielle est du même ordre que celle des autres parents. Nombre de ces enfants sont en effet recueillis par leurs parents à l'issue d'un parcours résidentiel autonome (à la suite d'un accident conjugal ou professionnel par exemple), à l'instar des collatéraux ou ascendants du chef de ménage. L'hébergement traduit donc une mobilité à la logique distincte. Enfin, les individus non apparentés au chef de ménage présentent une mobilité résidentielle deux fois plus élevée que celle des chefs de ménage dans leur ensemble.

### *L'individu : premier contexte de ses séjours résidentiels*

Du point de vue de la modélisation statistique des séjours, les variables individuelles stables (le sexe, la génération...) sont répétées à l'identique pour chaque étape résidentielle. Leur influence contextuelle doit être évaluée à l'aide d'estimateurs robustes de la variance. Pour les caractères changeants, dont on ignore les évo-

7 Les pourcentages indiqués ici et dans la suite du texte se réfèrent à des modifications relatives du risque d'une interruption du séjour. Cette métrique découle directement de l'emploi des modèles semi-paramétriques de Cox pour l'analyse des durées. Une augmentation du risque implique un raccourcissement de la durée du séjour ou de l'étape, en d'autres termes un accroissement de la mobilité.

8 L'inconvénient est qu'il est exclu de rendre compte du contexte domestique car l'individu change de ménage d'accueil au cours de sa vie.

lutions passées, c'est affaire d'appréciation; certaines sont quasi stables (le niveau scolaire atteint par exemple) ou trop instables pour les inclure dans l'analyse (l'état civil saisi au moment de l'enquête est dans ce cas). À des fins de simplification, la catégorie socio-professionnelle sera également considérée comme stable<sup>9</sup>.

Considéré globalement, le fait d'être homme ou femme n'introduit pas de différence, ou si peu, que la taille de l'échantillon n'autorise pas à l'établir. Mais évaluer l'effet du sexe, tout en contrôlant l'incidence négative de l'état de conjoint sur la durée des séjours, fait apparaître les femmes – majoritaires dans cette catégorie – comme sensiblement moins mobiles que les hommes. Si l'on en croit les mesures statistiques de l'enquête, les générations anciennes ont été, dans l'ensemble, plus stables. C'est aussi un biais de l'analyse puisque les jeunes cohortes de l'échantillon sont exclusivement interrogées sur la partie initiale, et la plus mouvementée, de leur itinéraire résidentiel. L'analyse par génération le montre pour les individus âgés de 20 à 39 ans au moment de l'enquête; pour les cohortes qui suivent et celles qui précèdent, la mobilité moyenne est moindre. Et rien n'assure de la continuité de l'évolution passée pour affirmer que la mobilité résidentielle de ces individus se tasera de la même manière que celle de leurs parents.

Bon indicateur de la position sociale, le niveau scolaire n'infléchit pas les mobilités mesurées, et ce de manière plutôt inattendue: relativement à une scolarité primaire incomplète, les autres niveaux de scolarité n'introduisent pas de différence, à l'exception des études universitaires complètes qui favorisent de 20 % la mobilité de leurs bénéficiaires. On note bien une très légère tendance à l'accroissement de la mobilité avec l'élévation du niveau scolaire, mais avec deux chances sur trois que la variation soit nulle. Une telle uniformité de la mobilité, quelle que soit la position socio-économique, cache probablement une différence fondamentale: les changements résidentiels seraient l'expression d'un choix pour les mieux nantis, d'une contrainte pour les autres, ne serait-ce que pour ceux qui doivent déménager faute de pouvoir payer leur loyer. Cependant, introduire le statut d'occupation du logement dans le modèle, pour en juger, n'apporte pas de réponse en ce sens. L'absence d'effet de la scolarisation justifie en tout cas de tester la catégorie socio-professionnelle au moment de l'enquête, bien qu'elle soit susceptible d'évoluer – encore que modérément – au cours de la vie. Ici encore, la hiérarchie sociale des professions ne change aucunement l'intensité de la mobilité résidentielle, même lorsque l'on contrôle les différences dues aux statuts d'occupation du logement. En référence à la catégorie la plus nombreuse des petits producteurs indépendants, trois des autres catégories professionnelles se distinguent par des déménagements plus fréquents: les employés domestiques et autres travailleurs instables (risque accru de 28 %), les employés de l'administration et du commerce (37 %) et, à l'opposé de l'échelle sociale, les professions libérales (47 %).

L'absence de discrimination socio-économique de la mobilité et la faible incidence des facteurs individuels constituent des résultats inattendus. Une telle

---

9 L'enquête biographique enregistre aussi les changements d'activité économique. Mais introduire leur effet sur la mobilité résidentielle complique considérablement l'analyse du fait des nombreuses modalités des catégories socio-professionnelles. Sans compter que d'autres indicateurs, comme le niveau scolaire atteint, révèlent tout aussi bien la position sociale.

singularité (mais est-elle spécifique à Bogota?) peut s'expliquer par une limitation des études habituelles de la mobilité résidentielle. Car sa mesure biographique se limite généralement aux changements de résidence, sans considérer les changements de statut d'occupation ou d'indépendance résidentielle. En introduisant à présent ces changements, on peut faire l'hypothèse que l'hébergement n'est pas une pratique socialement homogène.

### *Changements de logement, changements de statut*

Les études sur la mobilité résidentielle associent fréquemment la décohabitation et l'accession à la propriété aux changements de logement, ce qui revient à n'y voir que des trajectoires ascendantes et des promotions résidentielles<sup>10</sup>. Certains individus sont pourtant amenés à être hébergés dans un logement d'accueil après une période d'autonomie; des propriétaires choisissent de louer une résidence nouvelle. La part des mouvements ascendants est-elle majoritaire? S'observe-t-elle avec la même intensité d'un groupe à l'autre, ou selon les lieux? Le relevé biographique fournit des réponses à ces questions puisque l'on connaît, pour un même individu, les changements de statut d'occupation et d'autonomie résidentielle d'une étape à l'autre. La figure 2 en dresse l'inventaire.

Préalablement, et afin de faire le lien avec la mobilité résidentielle *stricto sensu*, remarquons que 92 % des étapes telles que nous les définissons s'accompagnent d'un déménagement dans un nouveau logement. Le reste, soit les modifications de statut au sein du même logement, se partage pour moitié entre de nouvelles relations de parenté avec le chef de ménage et une modification du seul statut d'occupation pour l'autre moitié. À l'opposé, la mobilité physique proprement dite

Figure 2 – Changements de statut d'occupation du logement

Type de changement	Répartition totale (%)	Répartition relative selon le statut d'origine (%)
Hébergement vers hébergement	4,7	24
Hébergement vers location	8,2	43
Hébergement vers propriété	6,4	33
Location vers hébergement	1,8	3
Location vers location	47,1	71
Location vers propriété	17,1	26
Propriété vers hébergement	0,5	3
Propriété vers location	3,0	21
Propriété vers propriété	11,2	76
Total (1 640 observations)	100,0	

Source: enquête « Mobilité spatiale à Bogota », Cede-Orstom, 1993.

10 Dans les contextes mexicain et colombien, les travaux de Coulomb [1995] et ceux de Jaramillo et Parias [1998] abordent néanmoins la question des passages de la propriété à la location, mais sans bénéficier de l'apport de collectes biographiques.



n'est pas nécessairement associée à un nouveau statut. Deux fois sur trois, les individus déménagent tout en conservant le même statut d'occupation: 63 % de la mobilité s'effectue à statut inchangé et près de la moitié des événements observés se déroulent au sein du secteur locatif. La composante « physique » de la mobilité résidentielle joue donc un rôle majoritaire par rapport à la composante « statutaire »<sup>11</sup>.

De tous les statuts, c'est la propriété qui est la plus constante; s'ils déménagent, les trois quarts des propriétaires conserveront ce statut résidentiel, le reste louera et une proportion négligeable acceptera l'hébergement. De même, 71 % des locataires resteront dans le secteur locatif. En revanche, les personnes accueillies privilégieront la location (43 %) et un tiers s'orientera vers la propriété; l'hébergement semble favoriser l'accession à la propriété, par le biais de l'épargne, comme l'a montré une étude à Santiago du Chili [Paquette-Vassaili, 1997].

Les changements résidentiels « promotionnels » de la location vers la propriété sont par ailleurs confirmés avec six fois plus de transitions en ce sens que celles qui « rétrogradent » les propriétaires à la condition de locataire. Mais ces derniers représentent un propriétaire sur cinq, ce qui ne doit pas être écarté. Enfin, le fait que les personnes hébergées réalisent près d'un changement sur cinq conforte le bien-fondé de l'identification de ce statut à part. Mais on quitte rarement cette situation pour la retrouver, les retours en situation de dépendance résidentielle ne représentant qu'un peu plus de 2 % des cas<sup>12</sup>.

À son tour, le statut influe sur la durée des séjours résidentiels: le fait d'être locataire multiplie par quatre la probabilité d'écourter le séjour, celui d'être hébergé un peu plus encore. Mais la différence entre ces deux statuts n'est pas avérée par l'échantillon et il convient de reconnaître que ces appréciations chiffrées sont faussées par le fait que la durée de l'étape est en partie définie par le changement de statut. Pour éviter ce biais, le type de changement (*figure 2*) peut être traité comme une modalité quelconque, sans les contraintes inhérentes à la modélisation des durées<sup>13</sup>. Pour les changements de logement sans modification du statut d'occupation, la location et l'hébergement n'impliquent alors plus qu'un doublement du risque de déménager, soit une mesure plus modérée que la précédente. Plus réaliste, elle n'en est pas pour autant tout à fait satisfaisante sur le plan statistique car la sélection de ces cas « purs » de mobilité physique entre logements n'est pas aléatoire.

La distinction entre ces deux changements, de logement et de statut résidentiel, apporte en outre des précisions sur la question, non résolue plus haut, de l'absence de discrimination socio-économique. On se souvient que ni l'éducation ni

---

11 Ce résultat rejoint les observations qui soulignent l'importance des mobilités résidentielles « neutres », dans les villes françaises, relativement aux mobilités « promotionnelles » [Lévy, Haumont, 2001 : 65].

12 Au vu d'observations postérieures à l'enquête Cede-Orstom, les retours au statut d'hébergé semblent avoir fortement augmenté depuis la fin des années quatre-vingt-dix, en raison de la crise économique colombienne qui affecte à la fois l'emploi et le système de crédit immobilier.

13 Les modèles de durée traitent la distribution non normale des temps de séjour et les sorties d'observation avant que l'événement ne se produise. Avec la description des changements, nous passons à une analyse statistique « classique » qui suppose deux séjours. Peu important alors leur durée et les troncatures d'observation.

*Figure 3 – Changements résidentiels selon le niveau scolaire*

Niveau scolaire	Sans	Primaire	Secondaire	Universitaire	Total
Changement de logement :					
– avec changement de statut	29,2	32,6	40,7	42,1	36,9
– sans changement de statut	70,8	67,4	59,3	57,9	63,1

Ce tableau a été construit sur la totalité du parcours résidentiel, pour les personnes qui ont effectué au moins un changement.

Source : enquête « Mobilité spatiale à Bogota », Cede-Orstom, 1993.

les catégories socio-professionnelles n'expliquaient l'hétérogénéité des séjours résidentiels. La figure 3 montre comment se partagent ces deux composantes de la mobilité selon le niveau scolaire atteint. L'ascension dans l'échelle sociale, dont ce dernier rend compte, facilite en réalité les changements de statut. Les plus favorisés disposent ainsi d'une plus grande latitude de choix résidentiels : lorsqu'ils sont propriétaires, ils sont plus mobiles que les personnes pauvres dans la même situation ; à l'inverse, les populations moins favorisées sont contraintes à des changements de logement plus fréquents dans le secteur locatif, faute de pouvoir payer le loyer, en raison de conflits avec les autres locataires et de la grande instabilité de leurs unions [Dureau, 2000 : 166]. L'accession à la propriété a, en revanche, un effet dissuasif sur leur mobilité résidentielle, car la plupart des familles populaires ne disposent pas des ressources leur permettant de répéter au cours de leur vie l'acquisition d'un logement.

La catégorie socio-professionnelle entraîne une différenciation plus marquée encore. La part de la mobilité associée à un changement de statut est de 54 % pour les patrons et les cadres supérieurs, de 49 % pour les cadres moyens et techniciens, de 44 % chez les ouvriers qualifiés, mais elle tombe à 25 % pour ceux qui ne peuvent se prévaloir d'une qualification. Au bas de l'échelle professionnelle, elle n'est que de 23 % pour les employés domestiques et les travailleurs instables, de 31 % pour les petits fonctionnaires et les vendeurs.

L'ensemble de ces résultats valide donc la distinction socio-économique entre une mobilité choisie et une mobilité subie : les deux sont similaires en intensité globale mais différentes dans leurs modalités. Incontestablement, la propriété stabilise davantage les plus pauvres, mais ceux-ci sont en même temps les locataires les plus mobiles. Ces résultats convergent avec les observations menées spécifiquement auprès de locataires [Jaramillo, Parias, 1998]. Pour les ménages des classes aisées, l'accession à la propriété est à la fois plus facile et moins contraignante : autant de raisons pour qu'elle soit privilégiée par les familles bogotaines à hauts revenus<sup>14</sup>.

14 À la fin des années quatre-vingt, la proportion de ménages propriétaires de leur logement est de 48 % dans les classes populaires, 52 % dans les classes moyennes et 73 % dans les classes aisées [Parias, 1996].

## Une mobilité résidentielle localisée

Combien de déménagements seraient motivés par la volonté de changer de lieu? Ou bien, selon une approche structuraliste de la ville privilégiée par les chercheurs colombiens<sup>15</sup>, en quoi l'expansion métropolitaine, la recomposition spatiale des activités, la dynamique du parc de logements, les ségrégations résidentielles conduisent-elles à la délocalisation des habitants? Ces questions, comme le faible pouvoir explicatif des variables individuelles, justifient une lecture géographique des itinéraires résidentiels. Il s'agit de retrouver la dimension contextuelle absente de l'approche individuelle, mais aussi de retenir la localisation comme une composante à part entière de la mobilité résidentielle. La localisation dans la ville, par rapport au centre par exemple, infléchit-elle les choix individuels? Tels quartiers retiennent mieux leurs résidents, d'autres dissuadent la venue de certaines catégories d'habitants, la plupart se transforment par le brassage de la mobilité intra-urbaine. Un lieu du cursus individuel influence-t-il la destination suivante?

En 1968, Simmons rappelait les trois principes de la « spatialité » des changements de résidence: une préférence pour la proximité, la nature géographique de certaines stratégies de ségrégation ou de rapprochement social, et les contraintes dues à la croissance démographique et l'expansion de la ville. Ces hypothèses seront reprises, mais avec le souci de porter une attention particulière aux liens entre la mobilité proprement géographique et les trois autres composantes des mobilités résidentielles.

Pour ce faire, nous nous appuyons sur un matériau exploratoire important, en ne retenant cependant qu'une partie de la cartographie dynamique des trajectoires. Celle-ci a été reconstitué par lieu d'enquête, sur la base du nombre d'années/personnes<sup>16</sup> vécues dans chaque secteur de la ville. D'autres cartes issues de l'analyse des recensements de 1973, 1985 et 1993<sup>17</sup> complètent ce travail en décrivant les lieux habités dans la zone métropolitaine, les densités de peuplement et l'importance relative des statuts d'occupation. Caractériser ainsi les espaces occupés (ou évités) par la mobilité résidentielle de chaque groupe permet un lien analytique entre les itinéraires individuels et l'histoire de la ville.

### *La préférence pour la proximité*

La nette préférence pour un logement dans la proximité de l'ancien est une constante universelle [Simmons, 1968]. La définition de cette proximité permet de chiffrer la différence entre les deux premières composantes, physique et spatiale,

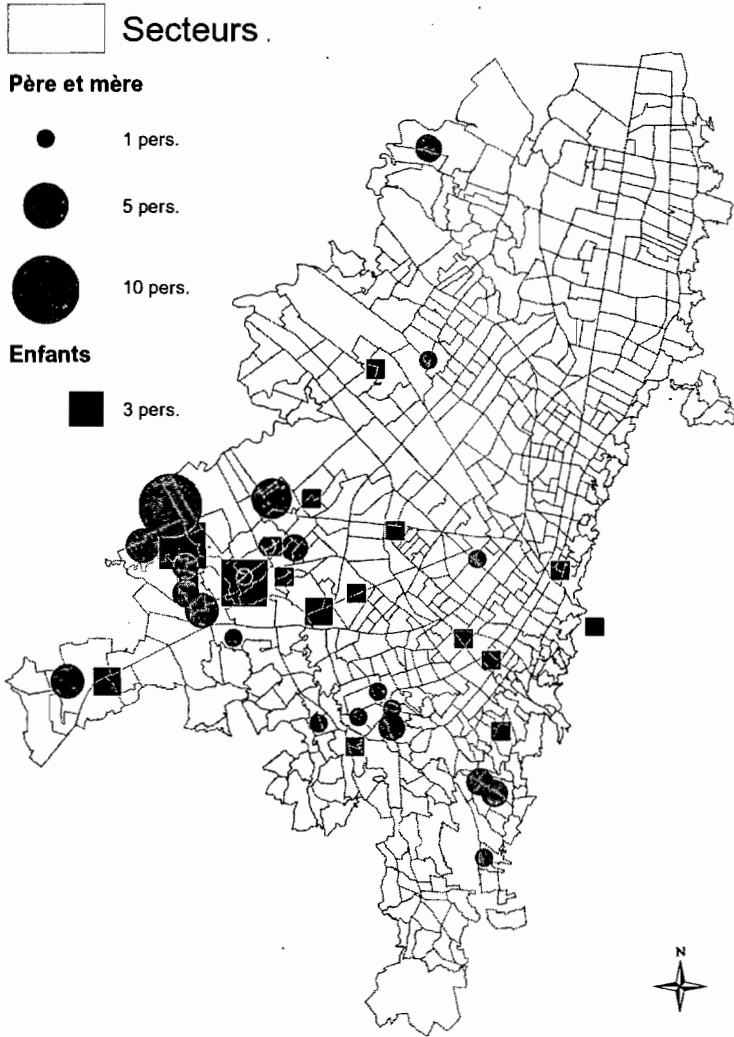
---

15 Voir en particulier les travaux produits à partir des années soixante-dix sur les formes de production du logement par Jaramillo [1992; 1994].

16 Des cartes datées des itinéraires individuels dans la ville ont été établies. Mais leur lecture difficile nous a conduits à élaborer des représentations agrégées du temps passé dans un lieu par certaines populations. Pour ce faire, on a calculé le nombre d'années/personnes par unité de lieu, soit le nombre de personnes multiplié par le nombre d'années de présence.

17 La Colombie, contrairement à la France, met à la disposition de l'analyse les bulletins individuels avec la référence des secteurs urbains de recensement. En 1985, chacun des 600 secteurs de Bogota était composé d'environ 10 à 15 îlots.

Figure 4 – Localisation de la parenté des habitants de Bosa



de la mobilité résidentielle: il suffit de considérer que les résidents qui ne changent pas de quartier... se contentent de rechercher un nouveau logement. En « refusant » la mobilité géographique, ils conservent les ressources – également localisées – du quartier: l'équipement, l'emploi, les commerces, les lieux de loisir, mais aussi le contexte familial des proches et de segments du réseau familial. Bien sûr, la mesure de la composante spatiale dépend de la délimitation de la « proximité ». Pour illustrer ce point, retenons que l'enquête dénombre quinze déménagements sur cent dans le même secteur de recensement, un quart dans le même arrondissement, un bon tiers dans la zone considérée. C'est peu, et cela indique

*a contrario* l'ampleur de la mobilité géographique à Bogota. Rappelons toutefois que l'échantillon biaise la mesure en ne représentant que onze lieux d'enquête, et non l'ensemble de la ville: les personnes qui se maintiennent dans les autres secteurs de la ville (en dehors de l'univers de l'enquête) ne sont pas interrogées.

En restant dans le quartier, l'individu maintient son rapport à l'agglomération, à un contexte familial et à ses proches: il garantit la proximité de ses réseaux familiaux. Une analyse récente de la géographie des familles bogotaines [Dureau, 2002] conclut que l'agrégation spatiale des familles s'observe à l'échelle du quartier quelle que soit la strate sociale. Le cas de Bosa, un ensemble de quartiers populaires de la périphérie sud-occidentale (*figure 4*), illustre comment les habitants tendent à préserver la relation aux ascendants et descendants proches de sorte qu'au fil du temps, les itinéraires construisent des « systèmes résidentiels familiaux », pour reprendre la terminologie proposée dans le contexte africain [Le Bris *et alii*, 1987].

### *Le poids de la ségrégation, les regroupements affinitaires*

La préférence pour un quartier, en fonction de dispositions culturelles, sociales ou ethniques, est évoquée par bien des observateurs [Benoit-Guilbot, 1982]. Certains quartiers sont « simultanément la seule localisation à éviter à tout prix, pour certains groupes sociaux, et la seule localisation possible, pour d'autres groupes » [Haumont, 1992 : 111]. Le même auteur en vient à s'interroger sur l'existence « d'unités de peuplement répondant à d'autres normes » (*ibidem* : 116). La polarisation sociale de l'espace bogotain est reconnue régulièrement, même si l'analyse du processus n'y est qu'ébauchée.

Dès les années quarante, l'opposition sociale entre le centre et la périphérie de la petite ville compacte de l'époque se double d'une ségrégation Nord/Sud, encore effective au début des années quatre-vingt-dix. Avec le processus de métropolisation, celle-ci se reproduit au-delà des limites du district, à la périphérie: les communes septentrionales accueillent une population aisée préoccupée par la qualité de leur environnement; dans le même temps, les quartiers populaires méridionaux s'étendent sur la commune de Soacha, tandis que l'axe industriel occidental rejoint l'important secteur de la floriculture, offrant des emplois salariés à de nombreux migrants peu qualifiés. Ce processus est nuancé par la raréfaction des terres urbanisables: à partir des années quatre-vingt-dix, s'observent, quoique de façon encore limitée, des situations nouvelles de proximité entre groupes sociaux qui auparavant s'évitaient.

Les lieux à éviter, de même que ceux que l'on privilégie, apparaissent assez clairement dans les cartes construites à partir des trajectoires résidentielles. Ces cartes représentent les années passées en chaque secteur de la ville par tous les individus d'un groupe retenu. L'espace parcouru par la population résidant à Soacha en 1993 (*cf. hors-texte*) laisse en creux les quartiers de haut standing situés le long des reliefs orientaux; à l'inverse, les familles aisées du Nogal évitent soigneusement les quartiers populaires périphériques du district.

Afin de résumer les nombreuses cartes produites, la géographie des itinéraires résidentiels a été simplifiée selon le découpage déjà évoqué de la ville en sept

Figure 5 – Résidences antérieures selon le lieu d'enquête (années/personnes)

Lieu d'enquête	Zone de la ville	Centre	Péri-centre Nord	Péri-centre Sud	Péri-phérie Nord	Péri-phérie Ouest	Péri-phérie Sud	Communes péri-phériques	Total
<i>District de Bogota</i>									
La Perseverancia		84,7	8,2	2,4	0,1	2,5	0,0	1,9	100,0
La Candelaria		85,4	5,2	5,5	0,0	2,3	0,2	0,1	100,0
El Nogal		0,9	79,8	2,5	8,8	6,3	0,0	0,7	100,0
Gustavo Restrepo		3,7	5,5	77,3	0,0	7,9	3,0	1,5	100,0
San Cristobal Norte		2,2	10,4	4,5	79,5	2,0	0,0	1,2	100,0
Normandia		0,5	13,8	9,5	1,9	71,0	0,0	2,8	100,0
Bosa		0,9	7,4	9,1	0,8	75,7	2,4	2,5	100,0
<i>Périphérie métropolitaine</i>									
Soacha		1,7	9,1	16,5	1,5	13,3	3,3	54,4	100,0
Madrid		0,0	0,9	0,3	0,0	2,2	0,0	96,5	100,0
Chia		0,5	10,9	1,3	3,7	2,0	0,0	81,4	100,0
Tabio		0,3	0,2	0,4	0,1	0,0	0,0	96,0	100,0

Les valeurs en italique correspondent à la zone du lieu d'enquête.

Source : enquête « Mobilité spatiale à Bogota », Cede-Orstom, 1993.

zones. La figure 5 se lit ainsi : les personnes habitant El Nogal en 1993 (un des lieux d'enquête) ont passé 0,9 % de leur temps dans le Centre, 79,8 % dans le péri-centre Nord, 2,5 % dans le péri-centre Sud, etc. El Nogal se situe dans le péri-centre Nord, une appartenance signalée par des caractères en italique. Plus des deux tiers des itinéraires des habitants du district se concentrent dans une même zone de la ville. La concentration est particulièrement accusée pour les populations des zones d'enquête centrales (85 % des années vécues). Il en est de même dans d'anciennes communes limitrophes, Tabio et Madrid, absorbées par la métropole pour devenir des pôles secondaires périphériques. Madrid héberge des ouvriers de la floriculture, Tabio abrite les résidences prisées de vieilles familles dans un environnement de qualité. Ces deux centres anciens de peuplement maintiennent une mobilité périurbaine très différente de celle de Chia, commune qui, elle, accueille des populations aisées ayant séjourné dans la moitié septentrionale du district. Dans ce tableau, on note une exception : Soacha abrite seulement la moitié du cursus résidentiel de ses actuels habitants. Produits de l'expansion plus récente des quartiers populaires du sud de Bogota, contigus avec l'arrondissement de Bosa, les quartiers enquêtés à Soacha appartiennent aux territoires de mobilité des familles populaires du sud-ouest de la capitale [Dureau *et alii*, 1994].

Le processus ségrégatif façonne ainsi la géographie des mobilités résidentielles, comme le montrent les cartes des secteurs successivement habités par les habitants de chacun des lieux d'enquête, aux profils socio-économiques différenciés. Mais ce n'est pas le seul choix à l'œuvre car les itinéraires résidentiels ne couvrent pas l'en-

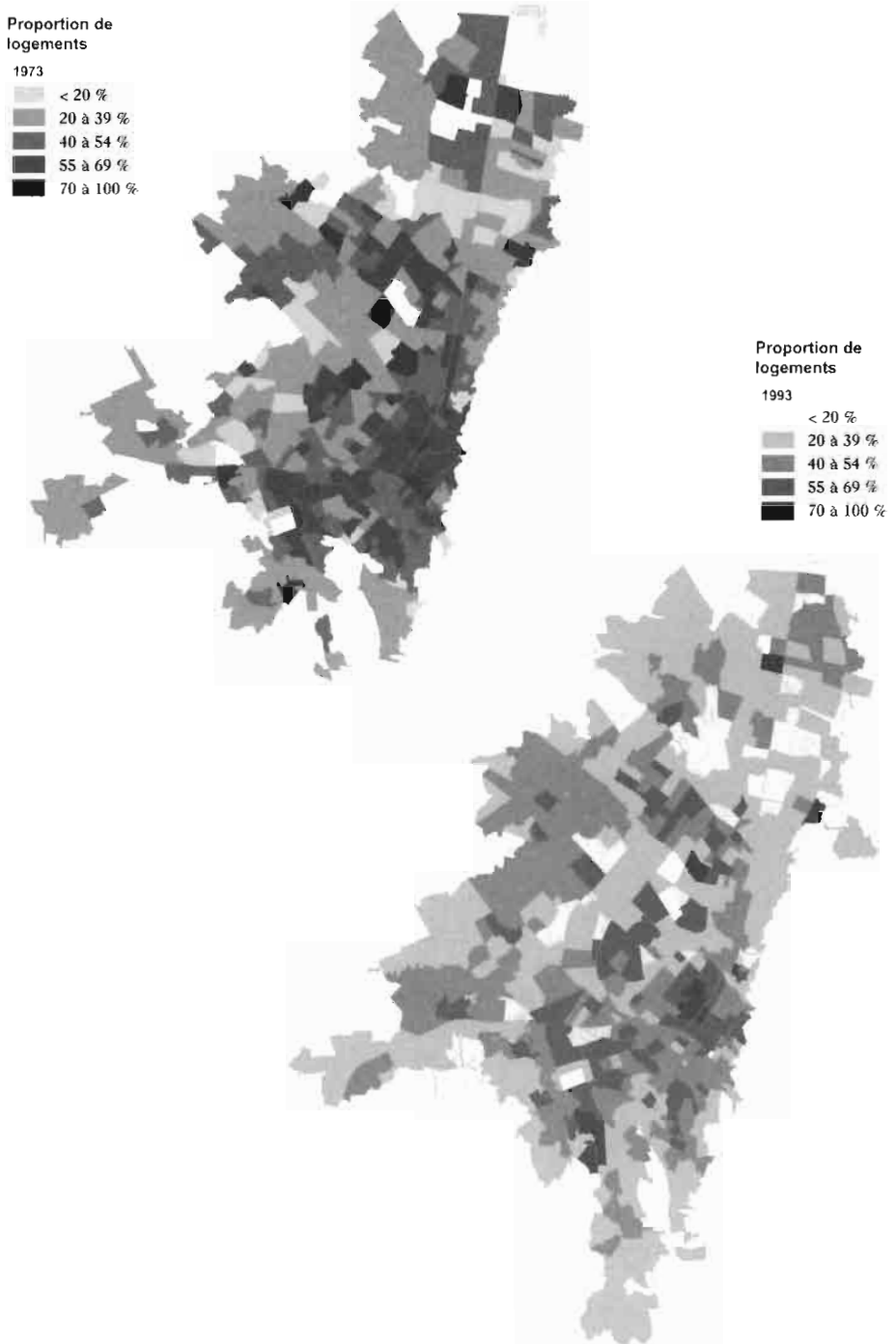
semble des lieux financièrement accessibles à un groupe social donné. Des logiques de localisation sont propres à chaque groupe. Ainsi, les quartiers populaires de la périphérie Nord n'ont-ils quasiment jamais été habités par les résidents de Bosa ou de Soacha; à l'inverse, les incursions des habitants de San Cristobal Norte sont rarissimes en périphéries Ouest et Sud. L'absence de cette dernière dans l'ensemble de l'échantillon, même chez les individus habitant à proximité (*figure 5*), témoigne à nouveau de la segmentation des circuits de mobilité résidentielle; non représentée dans notre échantillon d'enquête, cette zone de Bogota a bien été évitée par les individus dont les cursus résidentiels ont été établis antérieurement à 1993.

### *Des itinéraires dans une ville « en chantier »*

Ville ancienne par l'histoire, Bogota est une ville jeune par sa population. De cent mille habitants au début du siècle, elle stimule, à partir des années quarante, une croissance de l'ordre de 6 % annuels, nourrie d'une intense immigration d'origine rurale. En 1973, 2,9 millions de personnes y résident. Une topographie peu contraignante, en dehors des reliefs orientaux, et l'absence de contrôle foncier et urbanistique par les autorités locales en rendent l'expansion encore plus spectaculaire: Bogota est douze fois plus étendue en 1973 qu'en 1938. Puis la transition démographique et une modération des mouvements migratoires tempèrent cette vitalité dès les années soixante-dix; le croît naturel l'emporte sur l'apport extérieur de sorte que la mobilité intra-urbaine prend une part grandissante dans la dynamique du peuplement et sa composition territoriale. Le front d'expansion absorbe un nombre croissant de villages périphériques existants qui, à leur tour, diversifient les polarités de l'espace métropolitain. Conjointement, des quartiers anciennement urbanisés se transforment par densification de leur occupation. Les deux processus contribuent à façonner une métropole polynucléaire. À l'époque de l'enquête, Bogota s'étend sur plus de 40 000 hectares, compte plus de 6 millions d'habitants, et continue de croître au rythme soutenu de 3,2 % par an.

Cette métropole, en pleine croissance, compose un contexte historique changeant pour les trajectoires individuelles; il infléchit de manière diversifiée leur calendrier, bien sûr, mais aussi la géographie des itinéraires résidentiels. La jeunesse démographique de la ville fait qu'une proportion importante des individus enquêtés se trouve au début de leur cycle de vie. Leurs cursus résidentiels portent donc sur une période récente: seulement 17 % des étapes ont lieu avant 1970, et déjà 45 % après 1985. Seuls les lieux d'enquête centraux (Perseverancia, Candelaria) ou péricentraux (Gustavo Restrepo) du district comptent de plus fortes proportions d'observations antérieures à 1970; les autres sont d'anciens centres urbains de la périphérie (Tabio, Chia) absorbés par le processus de métropolisation. Celui-ci se lit dans les pyramides des âges des populations, qui reflètent l'âge des quartiers de la ville. Dès lors, les itinéraires résidentiels témoignent de l'histoire de la ville: le péricentre est occupé à partir de 1950; la périphérie à partir de 1970, son peuplement s'intensifie à partir de 1985. La concentration des séjours au centre (un tiers des années/personnes réalisées avant 1950) s'atténue au fil de l'histoire urbaine. Dès 1970, les séjours se réalisent pour 20 % des années/personnes dans les

Figure 6 -- Diffusion de la location de 1973 à 1993





arrondissements périphériques du district. De façon continue depuis 1950, le péri-centre concentre plus de 40 % des séjours, plus de la moitié jusqu'à 1970.

Cela dit, quelle configuration spatiale la mobilité résidentielle manifeste-t-elle? L'opposition d'un Nord riche et d'un Sud pauvre reste prégnante, à la fois dans les représentations des Bogotains et dans la littérature scientifique [Saldarriaga *et alii*, 1998]. Les itinéraires résidentiels confortent cette géographie, selon qu'ils parcourent le Nord ou le Sud de la ville ou le seul péri-centre. Il est notoire que les classes aisées privilégient des localisations plus nettement septentrionales dans leurs déplacements, mais les cartes révèlent deux autres axes de peuplement: l'un, en direction de l'Ouest, à partir des années soixante-dix, concerne des classes moyennes; l'autre, en direction du Sud-Ouest, est le fait des classes les plus populaires.

Les biographies recueillies à Bosa et Soacha, deux quartiers du Sud-Ouest de Bogota, illustreront cet axe de peuplement populaire grâce à la cartographie dynamique du statut d'occupation en relation avec l'évolution du parc. Auparavant, arrêtons-nous sur les correspondances entre les itinéraires résidentiels et la dynamique du peuplement. Le traitement statistique de la mobilité résidentielle ne relevait pas de différence sensible des durées de séjour selon les différentes générations de Bogotains. Une des raisons en est que l'échantillon mélange des quartiers qui apparaissent à différents moments de l'expansion urbaine. Mais dans un lieu d'enquête périphérique comme Bosa, par exemple, les individus ayant démarré leur cursus résidentiel entre 1970 et 1985 se distinguent des générations anciennes par une forte augmentation de leur mobilité (de 50 %). Tant l'intensité que la géographie de la mobilité résidentielle sont influencées par l'histoire de la ville. Évidente dans l'espace restreint de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, la concentration devient plus difficile à maintenir au plus fort du mouvement d'expansion: pour cette cohorte, accéder à un logement indépendant a impliqué de s'exiler en périphérie, loin du logement des parents. Pour les cohortes plus jeunes, devenant autonomes à la fin des années quatre-vingt, la configuration urbaine n'impose plus un tel éloignement: on peut à nouveau observer des trajectoires résidentielles plus concentrées, et cela dans différentes zones de la ville, même en périphérie. Après la dilatation des espaces résidentiels, imposée par la croissance de la ville, les pratiques résidentielles peuvent à nouveau privilégier la proximité [Dureau *et alii*, 1994].

Une seconde composante de l'orientation spatiale des itinéraires est due au statut d'occupation. À Bogota, la proportion des propriétaires est passée de 42 % en 1973 à 54 % en 1993. La tendance est malgré tout moindre que celle qui prévaut dans d'autres capitales latino-américaines. Change dans le même temps la distribution spatiale du parc locatif: concentrée sur le centre, l'offre gagne la périphérie (*figure 6*).

Dès les années soixante, le quartier de Normandia attire par exemple vers l'Ouest des locataires du péri-centre tentés par l'accès à la propriété de maisons spacieuses en périphérie. Les classes moyennes y trouvent notamment l'opportunité de prolonger l'hébergement de leurs enfants. Puis, à partir des années quatre-vingt, le péri-centre Sud disparaît des étapes résidentielles en location. Selon le schéma déjà évoqué à propos des quartiers populaires de Bosa et Soacha, la mobilité résidentielle

se reconcentre alors sur l'actuelle périphérie : s'achève l'étape de dilatation motivée par l'accession en propriété dans les périphéries en cours d'urbanisation. Néanmoins, jusqu'à la période récente, certains parcours continuent de se dérouler sur de longues distances. La périphérie occidentale semble d'ailleurs jouer un rôle particulier, de redistribution vers des destinations diverses et parfois éloignées de l'espace métropolitain : le péricentre ou les quartiers périphériques du Nord ou du Sud-Ouest.

En limite du district, les lieux d'enquête de Bosa et Soacha présentent de nettes similitudes (*cf. hors-texte*). Leur population est jeune, encore au début de son cursus résidentiel. Pour l'essentiel, les itinéraires résidentiels se sont déroulés dans la moitié méridionale de Bogota, et c'est surtout un décalage de calendrier qui différencie ces deux quartiers : le peuplement de Soacha est sensiblement plus récent. La commune, bien que localisée en dehors du district, appartient bel et bien aux espaces de la mobilité intra-urbaine populaire, notamment au Sud-Ouest de la ville, au même titre que Bosa. C'est récemment que les résidents actuels de ces deux quartiers ont accédé à la propriété : après 1985 pour la plupart d'entre eux. Ce calendrier explique que les antécédents locatifs se soient joués plus au centre et qu'un quart des séjours en location aient concerné le péricentre. Quant aux situations d'hébergement, plus fréquentes entre 1970 et 1985 (en début de trajectoire), elles sont apparues encore plus centrales.

Ces trois quartiers illustrent donc le mouvement centrifuge de l'offre locative depuis la fin des années soixante-dix. Y contribuent tant la consolidation des quartiers populaires en autoconstruction que la maturation des implantations légales des classes moyennes. Ce peuplement, qui progressivement se stabilise, déplace l'ensemble des cursus résidentiels vers la périphérie : depuis le départ du domicile parental pour les jeunes natifs de Bogota, depuis l'arrivée dans l'aire métropolitaine pour les migrants.

\*

Quatre composantes ont permis de mesurer la mobilité résidentielle intra-urbaine à Bogota : les choix du lieu, du logement, du statut d'occupation et de l'autonomie domestique. Cette distinction est habituelle dans les études qualitatives, elle est plus rare sous la forme modélisée retenue dans ce travail. L'association des quatre composantes était nécessaire puisque le changement d'un état modifie souvent les autres. L'analyse statistique les a prises en compte soit par paire, soit en réduisant la dépendance résidentielle à une modalité du statut d'occupation. Une autre voie d'investigation méthodologique a consisté à définir des séjours et à traiter leurs durées par combinaison de trois calendriers biographiques. D'autres techniques seront à l'avenir envisagées : addition de fonctions temporelles du risque, prise en compte de l'hétérogénéité inobservée, introduction d'effets contextuels multiniveaux.

Chacune de ces composantes de la mobilité a révélé une logique propre que nous avons décrite au moyen des données biographiques et des recensements. Le constat le plus inattendu a été le fait que les caractères individuels, notamment socio-économiques, n'expliquaient que peu l'hétérogénéité des séjours résiden-

tiels. En revanche, des complémentarités analytiques sont apparues entre certaines de ces composantes. Une formule pour résumer ce résultat est qu'à intensité égale, la mobilité résidentielle est choisie par les groupes favorisés, subie par les autres; elle privilégie les changements de statut d'occupation pour les premiers, les changements de logement pour les plus démunis.

À Bogota plus qu'ailleurs, on se devait de réintroduire la localisation dans l'étude de la mobilité résidentielle: les pratiques ségrégatives, comme l'expansion soutenue de l'agglomération, donnent au lieu de résidence une signification de premier plan. La préférence pour la proximité (changer de logement dans la même zone) y est contrariée par les mutations historiques d'une ville en chantier qui, dans la phase de plus forte croissance, contraignent à un mouvement centrifuge les candidats à la propriété ou à l'amélioration de leurs conditions de logement. Le regroupement par affinités sociales guide aussi le choix des destinations et contribue à la construction d'un espace ségrégué. Le souci de se maintenir à proximité des parents prolonge les pratiques d'hébergement: en insistant sur les situations de dépendance résidentielle, l'étude a mis en évidence cette dimension parfois oubliée de la mobilité, comme les situations de précarité qu'elle révèle ou les crises qui la favorisent. Enfin, l'environnement diversiforme d'une ville en croissance rapide stimule manifestement une mobilité géographique obligée vers l'espace disponible de l'agglomération. Histoires individuelles et histoire des structures de la ville ont été ainsi confrontées à l'aide d'une cartographie dynamique à ces deux échelles. Leurs synchronies décrivent avec une précision instructive les déterminants contextuels de la mobilité résidentielle.

#### BIBLIOGRAPHIE

- ANTOINE P., BONVALET C., COURGEAU D., DUREAU F., LELIÈVRE E. [1999], « Une lecture comparative de 14 collectes biographiques », in Grab, *Biographie d'enquêtes. Bilan de 14 collectes biographiques*, Paris, Ined-Puf, Méthodes et savoirs, 3 : 9-57.
- BENOIT-GUILBOT O. [1982], « Système social et mobilité résidentielle: le cas d'un village péri-urbain dans la région parisienne », in *Changer de région, de métier; changer de quartier: recherches en région parisienne*, Paris, Presses de l'université de Nanterre: 131-144.
- BONVALET C., DUREAU F. [2000], « Les modes d'habiter: des choix sous contraintes », in Dureau et alii (coord.), *Métropoles en mouvement. Une comparaison internationale*, Paris, IRD-Anthropos, coll. Villes: 131-153.
- BONVALET C., FRIBOURG A.-M. [1990], *Stratégies résidentielles*, actes du séminaire organisé par C. Bonvalet et A.-M. Fribourg, 1988, Paris, Ined-PCA-MELTM, Congrès et colloques, 2, 459 p.
- BONVALET C., LELIÈVRE E. [2000], « La mesure de l'hébergement », in C. Lévy-Vroelant (éd.), *Logements de passage. Formes, normes, expériences*, Paris, L'Harmattan: 19-34.
- BRUN J. [1990], « Mobilité résidentielle et stratégies de localisation », in C. Bonvalet, A.-M. Fribourg, *op. cit.*: 299-312.
- BRUN J. [1993], « La mobilité résidentielle et les sciences sociales. Transfert de concept et questions de méthodes », *Les Annales de la recherche urbaine*, 59-60: 3-14.
- COULOMB R. [1995], *Habitat locatif populaire et Dynamiques urbaines dans la zone métropolitaine de Mexico*, thèse de doctorat d'urbanisme, Université Paris-XII, 630 p.
- COURGEAU D., BACCAÏNI B. [1997], « Analyse multiniveau en sciences sociales », *Population*, 4: 831-864.
- COURGEAU D., LELIÈVRE E. [1989], *Analyse démographique des biographies*, Paris, Ined, 270 p.

- DELAUNAY D. [2001], « L'inscription dans l'espace des biographies individuelles », communication présentée à la XXIV<sup>e</sup> conférence générale de l'IUSSP, Salvador (Brésil), 18-24 août 2001, 26 p. multigr.
- DUREAU F. [1999], « Les mobilités à géométrie variable des habitants de Bogota », *Espace, Populations, Sociétés*, 2: 329-344.
- DUREAU F. [2000], « Bogota: des stratégies résidentielles très diverses marquées par une inégale maîtrise de l'espace », in F. Dureau et alii (coord.), *Métropoles en mouvement. Une comparaison internationale*, Paris, Anthropos-IRD: 165-173.
- DUREAU F. [2002], « Les systèmes résidentiels: concepts et applications », in J.-P. Lévy, F. Dureau (éd.), *L'Accès à la ville. Les mobilités en question*, Paris, L'Harmattan, Habitat et sociétés: 355-382.
- DUREAU F., FLOREZ C.E. [1999], Enquêtes « Mobilité spatiale à Bogota et dans trois villes du Casanare » (Colombie), in Grab, *Biographies d'enquête. Bilan de 14 collectes biographiques*, Paris, Ined-Puf, Méthodes et savoirs, 3: 241-278.
- DUREAU F., HOYOS M.C., FLOREZ C.E. [1994], « Soacha: un barrio de Bogotá. Movilidad y acceso a la vivienda de la población de los sectores orientales del municipio », Bogotá, Universidad de Los Andes, *Desarrollo y Sociedad*, 34: 95-147.
- HAUMONT A. [1992], « La mobilité intra-urbaine: rétrospective et prospective », *Les Annales de la recherche urbaine*, 59-60: 108-118.
- JARAMILLO S. [1992], *La vivienda en Bogotá*, Bogotá, Universidad de los Andes, Documento Cede 087, 81 p.
- JARAMILLO S. [1994], *Hacia una teoría de la renta del suelo urbano*, Bogotá, Ediciones Uniandes-IGAC, 343 p.
- JARAMILLO S., PARIAS A. [1998], « Vivienda de alquiler en Bogotá: agentes y acción estatal », in *La investigación regional y urbana en Colombia, Desarrollo y territorio, 1993-1997*, Bogotá, Ediciones Carlos Valencia, DNP-Fideter-Aciur: 338-358.
- LE BRIS E., MARIE A., OSMONT A., SINOU A. [1987], *Famille et Résidence dans les villes africaines. Dakar, Bamako, Saint-Louis, Lomé*, Paris, L'Harmattan, Villes et entreprises, 268 p.
- LÉVY J.-P., HAUMONT A. [2001], *La Mobilité résidentielle dans le Douaïs*, rapport de synthèse, Lille, Observatoire régional de l'habitat et de l'aménagement, 72 p.
- PAQUETTE-VASSALLI C. [1997], *Le Logement locatif dans les quartiers populaires de Santiago du Chili: les raisons d'un essor limité*, thèse de doctorat en urbanisme et aménagement, Paris, École nationale des ponts et chaussées, 482 p.
- PARIAS A. [1996], *El mercado de la vivienda en alquiler en Bogotá: una aproximación preliminar a sus principales rasgos*, Informe de actividades, Bogotá, Cede-Orstom, 150 p.
- SALDARRIAGA A., RIVADENEIRA R., JARAMILLO S. [1998], *Bogotá a través de las imágenes y las palabras*, Bogotá, TM editores-Observatorio de la cultura urbana, 249 p.
- SIMMONS J.W. [1968], « Changing Residence in the City. A Review of Intraurban Mobility », *The Geographical Review*, LVIII (4): 622-651.



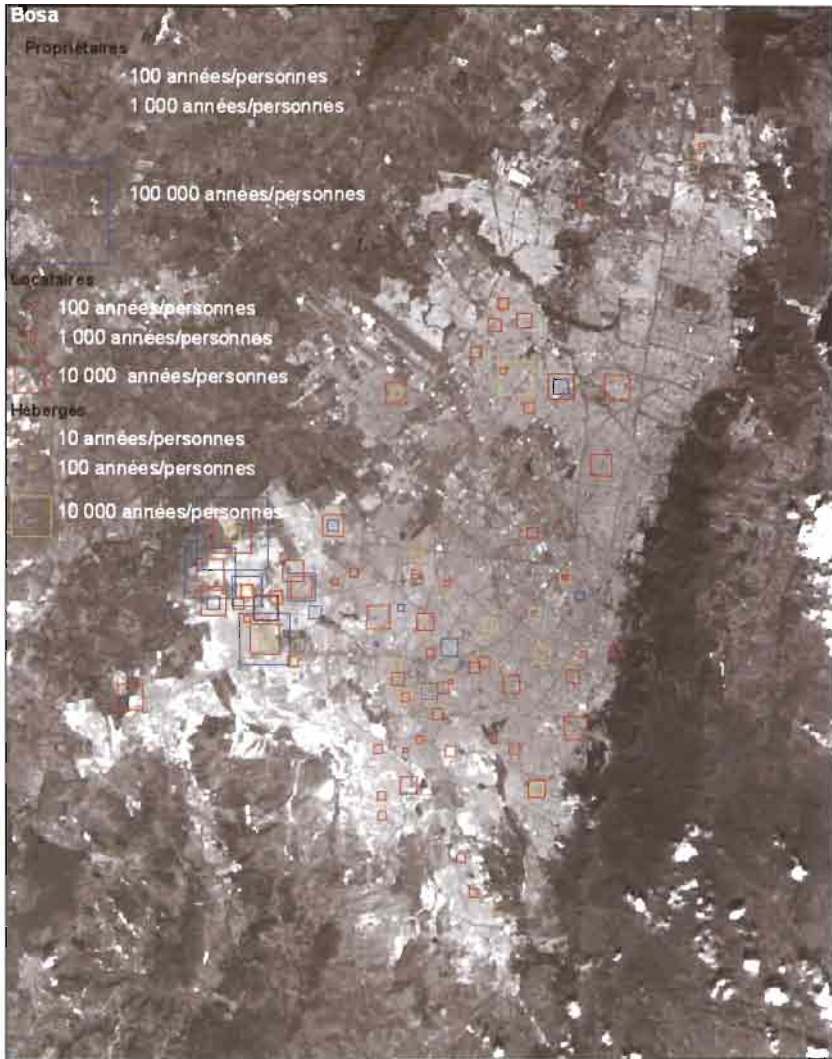
*Groupe d'immeubles construits par la Delhi Development Authority dans le quartier de Mayapuri Vihar. Les appartements n'ont jamais été livrés pour occupation, du fait de la mauvaise qualité de leur construction résultant d'un scandale avec les entreprises sous-traitantes. Après plusieurs années d'abandon, la DDA a entrepris leur démolition.*

(cliché: Ruchir Joshi, 1999)



*Bogota: la périphérie au sud de la ville, depuis les reliefs orientaux.*

(cliché: Daniel Delaunay, 2002)



*Bosa : distribution de l'ensemble des durées de séjours résidentiels selon le statut d'occupation du logement : habitants de la zone d'enquête.*  
 (cliché : image SPOT panchromatique, 1998)



*Soacha : distribution de l'ensemble des durées de séjours résidentiels selon le statut d'occupation du logement : habitants de la zone d'enquête.*  
 (cliché : image SPOT panchromatique, 1998)